

Redonner vigueur à la République sociale

Avant la crise, les tenants du capitalisme libéral vilipendaient les services publics et les régimes sociaux sources de dépenses dites improductives et d'endettement public. Il fallait laisser faire le marché.

Avec la crise, les mêmes, ou une partie de ceux-ci, se félicitent du «modèle social français» qui, grâce à ces amortisseurs sociaux permet de mieux résister, comparé notamment aux États-Unis ou au Royaume Uni.

Mais déjà, alors que certains voient poindre une sortie de récession, on voit ressurgir les discours sur l'explosion de la dette publique et sociale qui nécessite des mesures fortes, sous-entendu des réductions de services publics et des amputations des régimes sociaux. En gros: continuer comme avant la crise, en pire même, compte tenu de l'état des comptes publics et sociaux.

Tous les bons discours sur «après la crise il faudra que le modèle soit différent» semblent déjà appartenir au passé.

Changer de modèle est pourtant une ardente obligation. Cela vaut pour la politique économique, la réglementation financière, la réforme fiscale ou la répartition des richesses. Cela vaut aussi pour l'organisation du travail au sens large, dans le public comme dans le privé. Rappelons que selon le Bureau International du Travail le coût du stress au travail est évalué à 4 points de Produit intérieur Brut, soit 80 milliards d'euros dans un pays comme la France. De fait la dégradation de la vie au travail n'est pas contestable, c'est un constat très largement partagé.

Selon Christophe Desjours elle est due à la coexistence de deux phénomènes : les entretiens individuels d'évaluation et de performance, le concept de qualité totale ou zéro défaut. De là découle une pression accrue, la fixation d'objectifs arbitraires destinés à satisfaire in fine la rémunération des actionnaires, une individualisation des relations sociales, un contrôle, ou flicage, accru des salariés permis par les nouvelles technologies. Il est donc indispensable de revoir les objectifs et méthodes de l'organisation du travail. Ce qui renvoie inévitablement à la recherche d'un autre modèle que le capitalisme libéral et financier.

Comme souvent, il va falloir exister et revendiquer. Consolider les régimes sociaux solidaires et égalitaires, renforcer le service public redonner vigueur à la république sociale, tels sont les objectifs incontournables. Sur toutes ces questions, le syndicalisme libre et indépendant, notre syndicalisme, aura un rôle déterminant.